

Le Puy, le 20 décembre 2012

Compte rendu du CTL « Emplois » du 20 décembre 2012

Filière Fiscale						Filière gestion publique				
SERVICES	A+	A	B	C	solde	SERVICES	A	B	C	solde
SIP LE PUY			+1- 1	-1	- 1	Trésorerie Langeac				
SIP LE PUY			+1	-1		Trésorerie Monistrol	+1	- 1		0
PCE LE PUY		+1 -1			0	Trésorerie Le Puy Ville			-1	-1
BCR			-1		-1	Trésorerie Tence		+1	-1	0
SIE YSSINGEAUX			+1- 1	-1	-1	DIRECTION	+1	--1		0
Service Publicité Foncière *	+1 *					Service DSF			-1	-1
Suppression- Création						Service SPL		+1	-1	0
PQM C en B						Contrôle qualité	-1			-1
TOTAL	1*	0	0	- 3	-3	TOTAL	+1	0	-4	-3

- en remplacement du poste de conservateur des hypothèques

Cela donne une suppression nette de **6** emplois qui se rajoute aux **90** déjà perdus depuis 2000 et 7 emplois de catégorie C supprimés.

Ce sont **27000** emplois qui ainsi ont été supprimés aux finances ces 10 dernières années.

Les représentants FO, après avoir lu la déclaration préalable ci-dessous, ont demandé de passer immédiatement au vote, car les suppressions d'emplois ne sont ni amendables, ni négociables. Les représentants FO et CGT ont voté contre le plan de suppressions d'emplois.

« Monsieur l'Administrateur Général,

Héritière de la RGPP, la Modernisation de l'Action Publique fait rage : 2062 nouvelles suppressions d'emplois au niveau national, 6 suppressions nettes en Haute-Loire, 7 emplois de catégorie C (3 dans la filière fiscale, 4 dans la gestion publique), soit un total de 27 000 suppressions, à l'échelle nationale, et de 90 emplois au plan départemental, supportées par les ex-administrations de la DGI et de la DGCP depuis 2000!

Les représentants FO- DGFIP vous l'ont maintes fois répété, ces suppressions à répétition, décidées au nom du sacro-saint Traité de Stabilité européen et de la sacro-sainte réduction de la dépense publique, sont inacceptables quel que soit le service touché ! Mais vous ne nous empêchez pas de penser que la suppression d'un nouvel emploi de catégorie C à la trésorerie du Puy- Ville ressemble fort à une sanction

à l'encontre des fortes têtes qui osent s'opposer au plan de réorganisation de leur trésorerie, inspiré et appuyé par la direction.

Répétons- le, le couperet, aujourd'hui, attaque l'os. Vos projets de réorganisation ne feront qu'aggraver les conséquences de l'hémorragie d'emplois qui se poursuit depuis des années.

La MAP, c'est une RGPP+ qui constitue une menace mortelle pour le maintien et la pérennité de l'ensemble de nos missions et des services qui les accomplissent. Tout est organisé pour préparer leur liquidation et justifier ensuite leur privatisation- externalisation.

Les propres outils élaborés par l'administration centrale (TBVS, DUERP) confirment ce que nous n'avons cessé de vous répéter : les personnels travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles, ils n'en peuvent plus!

A leur manière, leur constat confirme notre analyse, mais les solutions que vous préconisez vont précipiter un peu plus notre administration dans la crise. Lors du CTL du 6 décembre, en réponse à nos préoccupations, vous avez justifié la « démarche stratégique » décidée par le Directeur Général, par la recherche de «quelle DGFIP voulons-nous à l'horizon de 2015. »

Ainsi, la réflexion engagée par vos soins sur le retrait du recouvrement de l'impôt aux trésoreries de proximité, sous prétexte d'insuffisance de compétence, se veut une solution permettant d'amortir les suppressions d'emplois actuelles. Elle constituera en fait un argument de plus pour justifier les abandons à venir. Les simplifications chères à notre Directeur Général seront toutes trouvées !

Il est d'ailleurs difficile d'ignorer la prise de position sur le sujet de notre ministre de tutelle, M. Moscovici, qui s'est exprimé sur l'avenir du recouvrement, et de l'assiette, de l'impôt sur le revenu, le 7 décembre, chez BFMTV. Selon le journal Les Echos du même jour, « Pierre Moscovici s'est montré favorable ce vendredi matin à l'instauration future du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Interrogé sur BFMTV, le ministre de l'Economie a dit ne pas promettre une mise en œuvre dès l'année prochaine. « C'est une matière extrêmement compliquée. Je souhaite que l'on ait ça, mais je veux aussi que les années 2014 et 2015 soient des années de pause, de stabilité fiscale. »

Tout est clair : les orientations sont déjà décidées, les grandes cérémonies d'intronisation de la MAP ne sont qu'habillage. Le ministre indique clairement quelle DGFIP il veut au lendemain de 2015, elle sera à l'évidence très simplifiée en missions et en effectifs!

Les représentants FO DGFIP vous mettent en garde solennellement, Monsieur l'Administrateur Général, nos collègues n'en peuvent plus d'être contraints à travailler toujours plus vite, sous la pression constante des objectifs à réaliser et des statistiques à fournir, avec des moyens en constante diminution.

Ils ont tout à fait conscience qu'avec la MAP, la démarche stratégique, les suppressions d'emplois ne visent qu'à un seul but : liquider l'administration républicaine des Finances Publiques, ses missions, son réseau, remettre en cause l'égalité des citoyens devant l'impôt et devant la loi !

Ne vous méprenez pas sur l'état d'esprit de vos personnels. La grève du 27 novembre n'était qu'une escarmouche, des années de contre- réforme et d'austérité ont mis à mal leur grande patience.

FO DGFIP le réaffirme : aujourd'hui, cela suffit !

FO DGFIP se prononce contre toute suppression d'emploi.

Les représentants FO DGFIP 43 voteront contre les suppressions d'emplois.

 à vos côtés,  De votre côté.

Adhérez au syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques.